

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 895 - mardi 4 mars 2014

Editorial

Un meeting et une marche pour redonner de l'espoir

Le meeting de Pierre Laurent à Chambéry a été une réussite. Une réussite, bien sûr, par le nombre de participants, mais une réussite aussi par l'espoir qu'il a insufflé en redonnant de la force à l'esprit rassembleur du Front de gauche. La situation l'exigeait.

En effet, les moralistes officiels savent découvrir chaque jour un nouvel «assisté» parmi les victimes du libéralisme, parmi les plus pauvres. Ils s'indignent de chaque «*fraude sociale*», désignée comme responsable des maux dont souffre notre pays. Leur but est de détourner l'attention des citoyens des véritables responsables de leurs difficultés, la finance, le grand patronat et les politiques libérales.

Car ces difficultés sont réelles et graves. On les trouve «*dans les frigos si vite vides, les fins de mois qui commencent le 15*», l'essentiel dont on se prive. C'est au patronat que vont les dizaines de milliards de cadeaux fiscaux décidés par le gouvernement, ce n'est ni aux chômeurs, ni aux précaires, ni aux travailleurs pauvres, ni aux petits artisans ou aux paysans, jamais à ceux qui en ont pourtant un besoin vital ! Comme le dit un tract du PCF, «*ces dizaines de milliards iront grossir les flots d'exemptions fiscales, de subventions, d'allègements de cotisations qui coulent sans répit ni contrôle vers l'aristocratie financière du CAC 40*». Et ils seront évidemment enlevés aux services publics et aux budgets sociaux.

La détresse sociale et les difficultés ne sont plus cantonnées aux marges de notre société. Elles en ont atteint le cœur.

Sommaire :

Editorial - Le Conseil régional vote l'éclatement de la SNCF - Une contribution à propos du Lyon Turin - Meeting de Pierre Laurent à Chambéry - Les cheminots tarins font des propositions - Spirel St Rémy doit vivre - Nouvelle étude sur l'avenir de l'hôpital de Moûtiers - Allos sports - Une lettre de Michel Etiévent.



Une vue du meeting chambérien

Elles frappent aussi bien parmi ceux qui espéraient qu'un diplôme leur permettrait d'acquiescer une situation correcte, qu'au sein de vallées industrielles historiques aujourd'hui ravagées par les exigences des marchés financiers.

A Spirel (St Rémy de Maurienne), les salariées frappent à toutes les portes pour essayer de sauver leur emploi, à Carbone Savoie (Notre Dame de Briançon) la grève a paralysé l'usine pour refuser les licenciements annoncés, car partout la loi du fric fait des ravages. Or la France ne redémarrera pas sans ces salarié(e)s, leurs idées et leur savoir-faire, la France ne redémarrera pas en sacrifiant les productions d'avenir fabriquées dans ses usines.

Le gâchis actuel est désespérant. Alors, et c'est ce que Pierre Laurent a expliqué, il est vital pour notre peuple de retrouver le chemin de la lutte unie. C'est pour le permettre que le PCF appelle à faire de la marche parisienne du 12 avril un grand moment de rassemblement contre l'austérité.

Le pacte abusivement dit «*de responsabilité*» ne profitera qu'à quelques-uns, quelques-uns qui se moquent complètement de la croissance, de l'augmentation des salaires, de l'amélioration de la vie des gens, une infime minorité qui n'a en vue que l'accroissement de son luxueux patrimoine. Il nous faut au contraire un pacte de solidarité pour l'immense majorité. C'est possible si on écarte les financiers qui mettent notre pays en coupe réglée, ainsi que ceux qui, «*boutons dorés ou chemises brunes*», n'aspirent qu'à diviser les salariés pour mieux régner.

Alain Dupenloup

Conseil régional Rhône Alpes

à propos de l'éclatement de la SNCF,

un vote et un débat qui en disent long

sur les vrais positionnements de chacun

Le 20 février, le Conseil régional Rhône-Alpes s'est réuni en assemblée plénière avec, à l'ordre du jour, **la grave question de l'éclatement et de la mise en concurrence de la SNCF.**

En effet, sous le couvert d'un rapport en apparence anodin (*c'est toujours ainsi que sont assésés les mauvais coups*), en donnant l'impression de seulement vouloir une meilleure gestion du rail (*contrôle renforcé des coûts d'achat et de rénovation du matériel roulant*), la Région Rhône-Alpes (*comme d'autres régions dirigées par des socialistes*) propose de s'engager dans « la création d'une association d'études sur le matériel roulant ». Comme l'a dénoncé avec raison Antoine Fatiga, sous cette formule sibylline et un peu obscure se cache la création d'une « association laissant pendante la question de sa maîtrise par les élus », une association dont les statuts permettraient l'acquisition et la gestion du matériel roulant en dehors de la SNCF, comme « ce qui se passe dans l'urbain où les collectivités possèdent leur propre matériel et en confient l'exploitation à des opérateurs en très large majorité privés ».

Pour Antoine Fatiga, « si cela se mettait en place, cela conduirait à l'éclatement de notre système ferroviaire SNCF, cela nous ferait revenir 70 ans en arrière, au temps du PLM. Cela conduirait à l'éclatement d'un des derniers réseaux publics nationaux ». Or notre système ferroviaire ne souffre pas de son caractère de service public, « il souffre de son manque de financement ». Et l'élu Front de gauche a évoqué « la nécessité de recettes supplé-

mentaires comme le versement transport, l'écotaxe ou le retour des autoroutes dans le giron public ».

Gilles Ravache, président du groupe Front de gauche rhônalpin, a souligné que la Région mettait ainsi le doigt dans la concurrence, remarquant que dans les statuts de l'association proposée, « pas une fois n'était mentionnée la SNCF » ! La chose n'est pas anodine et constitue « une preuve supplémentaire de la volonté de se passer de cette entreprise publique et de son savoir-faire ».

Pourtant, là où la mise en concurrence du rail a été réalisée, les résultats ont été si catastrophiques, la sécurité du transport est devenue tellement aléatoire, qu'il a fallu revenir en arrière. Le projet des dirigeants socialistes de la Région Rhône-Alpes (*soutenu par le groupe des Verts EELV !*) n'est donc pas acceptable. Pour les élus de droite, par contre, le rapport constitue une avancée positive, mais ne va pas encore assez loin dans le libéralisme.

Du coup, au final, le rapport a été approuvé par **84 voix pour** (PS-PRG-EELV) et **67 contre** (le Front de gauche pour dénoncer la mise en concurrence, la droite pour en regretter l'insuffisance), 3 élus EELV s'abstenant. Les socialistes français avaient déjà voté le « paquet ferroviaire » au Parlement européen, leur vote semblable à la Région prouve que ce n'était pas une erreur, mais bien un choix libéral assumé. Le PCF appelle les citoyens qui avaient voté pour le changement à ne pas s'en accommoder.

Notons, pour conclure cet article, l'inquiétude du secrétaire général de la CGT Cheminots qui a écrit à Jean-Jack Queyranne, le président de la Région : « Décider l'achat direct, sans la SNCF, c'est prendre le risque d'être, à terme, complètement dépendant du secteur privé dont on sait que les intérêts ne sont pas forcément ceux de la collectivité. En voulant se détacher de la SNCF, les Régions jouent aux apprentis sorciers ». C'est la voix de la sagesse et de la raison.

Chambéry

Le PCF appelle à préparer la marche du 12 avril

La marche du 12 avril à Paris est une initiative pour dénoncer les politiques d'austérité en France et en Europe. Ce sera aussi

l'occasion de dénoncer le pacte de responsabilité de François Hollande et de dynamiser la campagne des européennes.

Les communistes savoyards se sont d'ores et déjà adressés aux autres formations du Front de gauche pour qu'on fasse de cette initiative une grande réussite politique. Nous tiendrons évidemment nos lecteurs informés de l'évolution des choses.

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0215 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

Transalpine Lyon Turin

Des éléments à verser au débat

La revue «*Progressistes*» publie tout un dossier sur la question des transports. Le secrétaire du PCF 73, Alain Ruiz, y apporte sa contribution à propos du Lyon Turin. Nous en donnons ci-dessous quelques passages particulièrement «*pointus*».

En répondant à l'augmentation du trafic des marchandises, le Lyon Turin va relancer les TER

Alain Ruiz écrit notamment : «*Sur 10 ans, le transport des marchandises dans l'arc alpin a crû globalement de 20,5% (...) Entre 1991 et 2011, le transport des marchandises en France a crû de 34% (le transport routier augmentant de près de 60% et le fret ferroviaire reculant de 35%). C'est une catastrophe pour les émissions de gaz à effet de serre (...)*

Une ligne ferroviaire Lyon Turin, échappant aux contraintes de la ligne historique du Mont Cenis, est indispensable pour mettre fin au tout-camion et répondre aux enjeux écologiques. Le tunnel de base évitera pentes et ruptures de charges, permettra de réduire le temps de trajet passager Lyon Turin de 4h17 à 1h45 et libérera la ligne historique pour les TER. Car, sur sa partie Lyon Chambéry (via St André le Gaz) cette ligne sous contraintes est aujourd'hui saturée. Soulagée (par le Lyon Turin) des trafics transalpins, elle pourrait offrir des TER entre Lyon, Grenoble, Chambéry ou Annecy, voire autoriser des dessertes interurbaines de type tram-trains (...)

L'augmentation de l'investissement routier est une réalité peu combattue

Pourtant c'est avec des arguments écologiques que les opposants au projet mobilisent. Ils pointent avec raison la Savoie comme le département le plus pollué de France. Mais c'est le transport routier qui est en cause, et les nombreux projets d'infrastructures routières (contournement de Chambéry, tunnel bitube au Fréjus, prolongement de l'A48 entre Bourgoin et Ambérieux, rétablissement des 2 fois 3 voies entre Bourgoin et



Moûtiers : du monde à la réunion publique de la liste de gauche

Moûtiers

Réussite de la réunion publique de la liste « Moûtiers autrement »

Pour sa première réunion publique, la liste de gauche «*Moûtiers autrement*», emmenée par Bernard Gsell, a rassemblé au moins 80 personnes, ce qui est de bon augure pour la suite.

Chambéry) ne mobilisent que peu d'opposants, bien moins que le tunnel ferroviaire !». D'une certaine façon, n'est-ce pas le service public qui est visé par certains opposants au Lyon Turin ? La question mérite d'être posée, car le lobby routier est puissant et sait se trouver des relais politiques.

Il faut tout prendre en compte

Abordant ensuite la mise en œuvre du projet, Alain Ruiz précise que «*les rapports à la population impactée doivent être traités de manière plus concertée et démocratique. Il faut mettre en place des aménagements fonciers pour aider les agriculteurs à répondre à l'impact du projet sur l'économie agricole de l'Avant-pays savoyard, de la Combe de Savoie et des autres territoires traversés (...)* et bien mesurer que le projet créera en Maurienne plus de 2 000 emplois directs sur ses principales années, et 285 emplois durables pour l'exploitation du tunnel». En conclusion, une contribution sérieuse et argumentée. A lire.

St Jean de Maurienne

Jean-Didier Vermenot s'adresse aux listes municipales

Au nom de l'association «*Acteurs citoyens du monde*», notre camarade Jean-Didier Vermenot s'est adressé aux listes en présence pour l'élection municipale.

Il écrit : «*Investis dans des activités internationales avec nos jumelages, nous*

considérons notre tâche comme solidaire et socialisante. Nos jumelages ne constituent pas une charge financière mais un moyen pour donner corps et sens à un monde solidaire».

Et Jean-Didier Vermenot montre, dans sa lettre, combien ce type d'association peut apporter à St Jean de Maurienne. C'est pourquoi, bien que conscient des difficultés financières des communes, il plaide pour que les subventions aux associations soient maintenues.

Il continue : «*Le mouvement associatif a besoin d'un dialogue renouvelé. En ce sens, nous proposons l'organisation annuelle d'assises du mouvement associatif dans notre ville, en lien avec la communauté de communes, pour échanger et construire des initiatives.*

Il est également souhaitable, plus largement, de constituer un regroupement des associations investies sur des projets internationaux afin de bénéficier des expériences de chacun ».

A Chambéry

Pierre Laurent en appelle à la mobilisation et au rassemblement

La rencontre avec les militants communistes

L'après-midi du 28 février, à Chambéry, a été particulièrement chargée pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. Elle a commencé dès 16h avec une rencontre avec les communistes savoyards qui s'étaient déplacés en nombre malgré l'heure, a continué par l'inauguration des locaux chambériens de la liste «*Cap à gauche*», puis s'est terminée par un grand meeting à Bissy.

Notant, dans une courte présentation, les difficultés du Front de gauche à propos des élections municipales, Pierre Laurent a affirmé sa conviction qu'il y aurait des listes Front de gauche pour les élections européennes. Pour lui, le débat qui traverse le Front de gauche est : «*quelle stratégie de rassemblement faut-il face au libéralisme ?*». Mais, malgré les problèmes rencontrés, les communistes veulent aider à construire une mobilisation unitaire contre le pacte de responsabilité, pacte d'ailleurs dénoncé par l'ensemble des courants de la gauche du PS. Concernant ce pacte, il faut se méfier, les fameuses «*contreparties*» peuvent être pires que la situation actuelle !

Pointant l'importance de la future marche du 12 avril, Pierre Laurent a expliqué qu'il fallait y entraîner tous ceux qui ont voulu le changement et ont pris «*en pleine figure*» les renoncements gouvernementaux.

Suite à ce rapide propos, les militants savoyards ont pris la parole sur la question européenne, le pacte transatlantique, l'avenir du Front de gauche, les municipales, la taxe profession-



Yann Del Rio, Pierre Laurent et Florian Penaroyas



Beaucoup de militants communistes à la Bisseraine

nelle, les situations locales.

Les précisions de Pierre Laurent après les interventions de la salle

Pour le responsable communiste, «*on est en train de faire un travail de proximité formidable pour les élections municipales*». Les communistes sont présents sur des listes dans plus de 7 500 communes de plus de 1 000 habitants ! Le but est d'entraîner le maximum de communes et d'élus dans la résistance à la politique d'austérité. Le PCF veut faire bouger le rapport des forces en rassemblant dans la lutte tous les citoyens qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche, «*en leur tendant la main*». Pierre Laurent a d'ailleurs expliqué avec humour qu'il disait parfois à Jean-Luc Mélenchon que c'est ce que les communistes avaient fait avec lui lorsqu'il était encore au PS...

Dire la vérité sur la politique gouvernementale et entretenir l'espoir peut permettre ainsi de «*débloquer*» l'électorat socialiste. La droite et le PS affirment qu'il n'y a pas d'autres perspectives que l'austérité, c'est à nous de prouver le contraire, d'ouvrir des perspectives alternatives. Car, autrement, face à l'ampleur de la crise et des reculs sociaux, des citoyens peuvent être tentés par le racisme et le vote FN. Si aujourd'hui le gouvernement PS pratique une politique de droite, nous devons «*ouvrir une porte*» aux millions d'électeurs socialistes désarmés.

Dans le débat qui a traversé le Front de gauche, la direction du PCF a refusé de polémiquer, ne répondant pas à ce qui ressemblait parfois à de l'invective, et ce, pour une raison toute simple : il nous faudra bien arriver à travailler ensemble et à élargir le rassemblement. Cette attitude responsable, rassembleuse et porteuse d'avenir a été très appréciée par les nombreux militants présents.

Le meeting de soutien à la liste « Chambéry Cap à gauche »

Lorsque le meeting a commencé, il n'y avait plus une seule chaise de libre, la salle de La Bisseraine était comble. Michel Haudry, président du comité de soutien à la liste, a pris la parole en premier, suivi par Antoine Fatiga (*conseiller régional Front de gauche*) puis par Amandine Lécole (*première communiste sur la liste, et dont c'était «ma première intervention en meeting»*).

Guy Fajeau, tête de liste de «*Cap à gauche*», a regretté que le NPA local mène essentiellement son combat, non pas contre la droite et l'extrême droite, mais contre «*notre liste*». Précisant



Pierre Laurent, Guy Fajeau, Amandine Lécole, Antoine Fatiga et Michel Haudry

que lui et ses colistiers s'inscrivaient dans une démarche «*Front de gauche*», Guy Fajeau a présenté les grandes lignes de leur programme. C'est un programme qui refuse l'austérité imposée aux collectivités, qui veut développer les services publics locaux, promouvoir une politique écologique audacieuse, et qui envisage le retour en régie de la cuisine centrale. «*Cap à gauche*» veut «*agir pour une ville solidaire*» avec, par exemple, la création de centres municipaux de santé, car 30% de la population des quartiers populaires a des difficultés d'accès aux soins. «*Nous avons créé des conseils d'habitants pour travailler à la mise en place des centres municipaux de santé*». Avec la volonté d'établir une tarification sociale pour l'eau et l'assainissement, des budgets participatifs pour les citoyens, la liste conduite par Guy Fajeau entend contribuer à «*battre la droite et l'extrême droite et mettre le cap à gauche*».

L'intervention de Pierre Laurent

Pour Pierre Laurent, «*le Front de gauche a été créé pour permettre la convergence de toutes les forces voulant le changement, conçu non pas comme un bunker, mais comme un Front ouvert destiné à s'élargir. Car il faut dresser, à tous les niveaux, des*



Pour le meeting du soir, la salle la Bisserraine est pleine

barrières aux politiques d'austérité qu'on veut nous imposer.

C'est dans cette idée qu'on participe aux élections municipales. Nos futurs élus vont se battre pour engager leur commune à défendre les politiques publiques, à résister aux politiques d'austérité, en sachant que, «*quand les populations poussent*» on peut imposer des choix antilibéraux dans les municipalités. «*Cette bataille municipale est le maillon d'une autre bataille, celle des élections européennes*».

Ce sera aussi une lutte de rassemblement, car «*il y a une majorité de gens de gauche dans ce pays qui sont opposés à l'actuelle construction européenne*». Le PCF se donne cet objectif, rassembler toutes les forces qui s'interrogent et aspirent à une autre Europe.

Pierre Laurent va conclure son intervention par des mots fortement applaudis : «*Nous ne devons jamais perdre confiance dans les travailleurs, dans notre peuple, même s'il est parfois déboussolé. Commençons par marquer des points dans la bataille municipale, ils permettront de mener à bien les batailles suivantes*». Par leur démarche de mobilisation et de rassemblement, les communistes veulent contribuer à recréer de l'espoir. Tout simplement.

Tarentaise

Les cheminots font des propositions

Le syndicat CGT des cheminots de Tarentaise a consacré un numéro de son journal «*La Boucle*» à la ligne de chemin de fer qui relie St Pierre d'Albigny à Bourg St Maurice, ligne qui a fêté son centenaire fin 2013.

Dans l'éditorial, le secrétaire Jean-Philippe Reuter rappelle l'importance de cette ligne : «*Elle a permis le désenclavement de nos vallées et le développement du tourisme vert et blanc, devenant la plus rentable pendant la saison hivernale. Malgré cela, son avenir n'est pas déconnecté du contexte national qui vise à réduire drastiquement la part du service public dans notre société. Pour la CGT, au contraire, ce tronçon incarne l'avenir d'un transport public propre, économique et de haute sécurité, à condition de s'en donner les moyens*».

Actuellement, la ligne de Tarentaise transporte 282 500 voyageurs par an en TER, et 350 000 en TGV. Quant au fret, il concerne 390 000 tonnes par an. **Mais**, il ne reste que 4 gares sur 12 ouvertes à la vente et aux services voyageurs, et de plus en plus de transports voyageurs sont reportés sur le bus. L'état des gares et des voies se détériore chaque année faute de personnels et d'entretien régulier. Le fret ne concerne plus que 4 chargeurs, Ugitech, les usines de Notre Dame de Briançon et de Pomblière, et Totalgaz (*Frontenex*).

Face à cette réalité les cheminots CGT font des propositions. Ils demandent des dessertes voyageurs fréquentes entre Bourg et Chambéry (*avec des horaires répondant aux besoins*) et l'ouverture à la vente des trois gares pivots de Tarentaise tous les jours. Ils souhaitent la réouverture des petites gares et la mise en place d'une desserte voyageurs entre Albertville et Ugine. Ils savent la nécessité du report modal de la route vers le rail (*qui pourrait concerner les déchets ménagers*). Ils veulent donc redonner au rail toute son utilité et sa vocation de service public.

D'après Gérard Simon, Henri Rey et Jean-Philippe Reuter.

St Rémy de Maurienne

Spirel doit vivre !

Une lutte qui inspire le respect, mais qui, pour le moment, n'a pas débouché

En juillet 2014, l'entreprise Spirel (*de St Rémy*), la plus importante des entreprises qui restent en Basse-Maurienne (*avec plus de 100 salarié(e)s*), risque de fermer ses portes. Ainsi le veut, depuis 2009, son propriétaire, la multinationale SOMFY (*basée à Cluses, en Haute-Savoie*), qui a préféré délocaliser pour augmenter ses profits. SOMFY a ainsi vendu le site de St Rémy pour un euro symbolique à Chappel Industrie.

Depuis plusieurs mois, pour défendre leur emploi, les salarié(e)s (*essentiellement des femmes*) sont en lutte, avec un grand esprit de responsabilité, de la détermination, de l'inventivité. La fédération de Savoie du Parti communiste français, ses sections d'Aiguebelle et de La Chambre en sont solidaires.

Pour sauver le site et ses emplois, ces salarié(e)s ont frappé à toutes les portes. Bien sûr, on les a écouté(e)s «*attentivement*», on a «*compris*» leur inquiétude, mais sans aucun résultat probant. Pour les hommes politiques au pouvoir dans le départe-

ment, à la tête de la Région et même de l'Etat, l'unique solution est de trouver un repreneur. Mais, qu'importe le sort de centaines de personnes et d'une vallée, les repreneurs ne se précipitent pas. Sans doute le lieu n'est-il pas assez attractif pour eux. Alors, c'est clair, il faut un engagement plus fort, plus déterminé, du Conseil général et du ministre du Redressement productif pour sauver l'usine !

Ce qu'une autre politique aurait permis, ce qu'il faut dans l'immédiat

Un meilleur partage des responsabilités dans l'entreprise, confiant aux salarié(e)s des droits nouveaux sur ses choix stratégiques, leur aurait sans doute permis d'obtenir l'investissement pour le renouvellement de la gamme et la diversification de la production. Une structure publique d'étude et de formation aurait été la bienvenue. L'octroi de prêts à taux réduits, voire nuls, par un pôle public bancaire pour faciliter l'investissement et développer l'emploi durable aurait été positif.

On touche là du doigt la nécessité de changer une politique qui confie à des intérêts privés la responsabilité exclusive de faire vivre un territoire. Solidaires comme toujours des salarié(e)s en lutte, conscients de l'écart qui existe entre les déclarations et les actes, les communistes savoyards affirment néanmoins qu'il appartient aux responsables politiques de l'Etat d'imposer à SOMFY de remplir ses engagements en faveur du développement de Spirel. Tout le reste n'est que discours.

St Jean de Maurienne

Le maire sortant perd le sens de la mesure

Le maire sortant de St Jean, Pierre-Marie Charvoz, semble confondre le débat municipal avec une bagarre de rue. Polémiquant avec ses adversaires, il s'est laissé aller à une rare vulgarité en déclarant : «*On a été l'objet d'attaques. Nous n'avons pas répondu jusqu'à présent. Mais s'il faut cogner, on va cogner*». Pierre-Marie Charvoz la joue costaud des Batignolles pour s'attirer les sympathies d'une fraction de la droite locale qui apprécie le discours populiste. En effet, le «*rassemblement bleu Saint-Jeannais*» de Guy Wio ayant déclaré forfait (*faute de combattantes*), il y a des voix d'extrême-droite à récupérer.

Continuant dans la même veine, le maire sortant a conclu son propos par une agression grossière contre la tête de la liste «*St Jean avec vous*», Philippe Rollet, en estimant que «*la différence entre un train et un conducteur de train CGT*» était que le train s'arrêtait quand il déraillait. Ce minable «*trait d'humour*» sauce Le Pen lui a attiré une vive mise au point de la CGT.

Le syndicat a rappelé que «*les dernières restructurations à la SNCF ont supprimé 350 postes de cheminots en Maurienne (soit 50 % de l'effectif !)* pendant le mandat de Pierre-Marie Charvoz». Alerté à plusieurs reprises sur le sujet par la CGT, le maire ne l'a toujours pas recontactée. L'emploi n'est peut-être pas sa priorité... Concernant Philippe Rollet, la CGT précise qu'il n'en est pas adhérent, ce qui semblait évident à la lecture de ses déclarations. Mais, pour un maire de droite qui a besoin des électeurs d'extrême droite pour être élu, affirmer qu'une liste adverse est infiltrée par des crypto-bolchéviques peut sembler un bon plan... C'est à la fois indigne et dérisoire, mais révélateur quant à l'importance des enjeux locaux.

Hervé Gaymard en pole finitude

Président du Conseil général et député de la Savoie, ancien ministre des Finances, Hervé Gaymard se retrouve en avant-dernière position sur la liste municipale de droite d'Albertville !

Grandeur et décadence d'un politicien opportuniste ?... Ce serait

amusant, mais il doit y avoir autre chose. Soit la liste de droite ne convainc pas, et il lui faut un «*poids lourd*» politique pour lui donner plus de crédibilité, soit le redécoupage cantonal pousse Hervé Gaymard à tenter de se faire élire conseiller général sur Albertville. Soit les deux à la fois. Bref, voir un ancien ministre des Finances terminer une liste municipale dans une petite bourgade de Savoie prouve à l'évidence que le ridicule ne tue plus.

« L'étude complémentaire » sur l'avenir de l'hôpital relance le débat

Le soir du 26 février, il neigeait en Tarentaise. De 70 à 80 personnes se retrouvèrent néanmoins dans la salle Maurice Calloc'h de Moûtiers pour écouter le rapport du bureau d'études Eric Vallaëys à propos du site hospitalier de la ville.

Le bureau Eric Vallaëys a été sollicité par les communautés de communes de Moûtiers et Bozel pour avoir une autre vision des choses que celle proposée par le bureau KPMG. En effet, pour les élus locaux, le rapport du cabinet KPMG tenait plus des «souhais» de l'ARS que d'une appréciation objective de la situation des hôpitaux de Tarentaise (voir numéros précédents des Allos). Eric Vallaëys est donc venu présenter ses premières conclusions (un rapport d'étape, dira-t-il, pas encore un rapport « conclusif ») aux citoyens intéressés.

Pour Eric Vallaëys, si le travail réalisé par KPMG est de qualité, il pose quand même question, «sa conclusion ayant visiblement été écrite avant que l'étude ne soit menée». C'était aussi un peu notre avis...

Après cette précision, le responsable du bureau d'études présenta un diaporama intéressant. Il en ressort que le centre hospitalier Albertville Moûtiers connaît un déficit d'environ 2 700 000 euros (alors que Bourg St Maurice équilibre ses comptes). Mais ce déficit vient, selon lui, du site d'Albertville (avec un déficit de 3 300 000 euros), le site de Moûtiers dégageant un bénéfice de 600 000 euros. D'après l'étude réalisée par Eric Vallaëys, l'obstétrique, la pédiatrie et les consultations externes sont déficitaires à Albertville («déficit sans doute aggravé par la tarification à l'activité»), la chirurgie, la médecine et le SMUR dégageant un excédent sur Moûtiers (Urgences et consultations y seraient par contre déficitaires).

Estimant l'hôpital d'Albertville «mal conçu et mal situé», le rapporteur souligna néanmoins, et à juste titre, l'importance de cet hôpital «pour toute la vallée». Des investissements y sont



Une vue de l'assistance

donc nécessaires, ce que le rapport KPMG notait aussi. Cela va de pair avec une autre constatation : les patients de «la zone d'attraction» de Moûtiers qui vont ailleurs «ne se reportent que très partiellement sur Albertville». C'est tout de suite Chambéry ou Grenoble.

Pour Eric Vallaëys, le maintien des urgences est nécessaire sur le site de Moûtiers, sinon plus de 10 000 habitants se retrouveraient à plus d'une demi-heure d'un autre hôpital. Quant au transfert de la chirurgie de Moûtiers sur Albertville, elle ne permettrait qu'un gain de 230 000 euros d'après les calculs du bureau d'études. «Je serais tenté de dire : tout ça pour ça...».

Il convient donc de bien travailler aux complémentarités et coopérations nécessaires entre les hôpitaux de Tarentaise, calmement, en faisant tout pour diminuer «le taux de fuites» des sites, en n'amputant pas tel ou tel hôpital d'un service sans bien réfléchir aux conséquences. Une chose est sûre, le débat doit continuer, d'autant que le rapport de KPMG est désormais contesté par celui d'un autre bureau d'études.

Pour sa part, le militant communiste Alain Dupenloup intervint brièvement au cours de la discussion pour dénoncer la volonté drastique de diminuer les dépenses de santé et regretter le maintien de la loi Bachelot. Il ajouta que les très fortes mobilisations qui ont eu lieu à Bourg St Maurice et à Moûtiers pour défendre les hôpitaux publics prouvaient l'attachement des populations aux structures de proximité. C'est positif pour l'avenir.

Conseil Général de la Savoie

Moins touchée que d'autres, la Savoie est néanmoins en difficulté

Certes, 4^{ème} département de France pour la part du budget laissée, par habitant, aux investissements (en 2013), avec un solde positif du budget de fonctionnement en augmentation, avec un taux d'imposition de la taxe foncière parmi les plus bas de France, la Savoie est moins touchée que d'autres par la crise.

Elle connaît cependant des difficultés liées à la croissance des dépenses sociales (la courbe du chômage n'est pas inversée !),

à la suppression de la taxe professionnelle et au blocage des dotations de l'Etat. La politique d'austérité est passée par là !

La majorité du Conseil général (UMP- PS) a trouvé la «parade» : augmentation du prix des transports scolaires, suppression des bourses aux étudiants savoyards, diminution de certains crédits, baisse du financement du logement social. On répercute «en bas» l'austérité décidée «en haut». Sans état d'âme.

Les deux élus du Front de gauche, eux, n'acceptent pas et proposent, pour garder une politique sociale de qualité, une hausse du taux départemental du foncier bâti (une hausse du taux de 11,03 à 12,03% apporterait 7 millions d'euros au Département sans «assommer» les propriétaires).

Allos Sports

JO de Sochi : Le rideau est tombé sur des Jeux qui ont marqué l'histoire des Sports d'hiver. Certes Poutine qui est loin d'être un démocrate en a tiré quelque gloire avec la réussite des athlètes russes qui ont permis à leur pays de devancer la Norvège, le Canada et les E.U, dans une ambiance rappelant, parfois, l'époque de la guerre froide. La France, 10^{ème} nation de ces JO avec un record flatteur de 15 médailles, dû notamment aux nouvelles disciplines, présente un bilan acceptable avec, en tête, le meilleur biathlète du monde Martin Fourcade, désormais le français le plus titré (4 médailles dont 2 d'or) aux JO d'hiver. **La France a fait entendre sa voix dans ce concert avec 6 médailles savoyardes (40% du total), dont celle d'or de Jean-Frédéric Chapuis en skicross freestyle**, les médailles d'argent de **Marie Martinod** (halfpipe) et **Arnaud Bovolenta** (ski cross freestyle), et les bronzés **Chloé Trespeuch** (snowboard), **Kevin Rolland** (halfpipe) et **Alexis Pinturault** (slalom). Nombre de médaillés français sont issus de la section ski-études du lycée Jean Moulin d'Albertville, comme **Pierre Vaultier**, champion olympique (snowboard cross), ce qui illustre la qualité de la formation française.

Cependant le sport mondialisé et gangréné par l'affairisme capitaliste a tendance à devenir un opium du peuple plutôt qu'un bien utile au corps et à l'esprit et une fête humaniste.

Rugby : En honneur régional, le **SOU Albertville** reste en course pour une place en demi-finale des Alpes (les 4 premiers alpins des 3 poules), à la **lutte avec Aix les Bains** qu'il recevra le 9 mars. En fédérale 2, l'**US Montmélian**, dynamisé par une belle victoire contre Villeurbanne, peut espérer dépasser Pontarlier qu'il accueillera le 16 mars avant de se déplacer à Beaurepaire, de recevoir Le Creusot et de finir à Vichy. Se maintenir paraissait compliqué mais c'est désormais possible ! En fédérale 1, le **SO Chambéry** s'est incliné de justesse à Chalon. Pour les trois derniers matchs, il rencontrera les trois premiers : Aubenas et Mâcon à domicile et La Seyne en bord de mer. Quoi qu'il advienne, la saison sera réussie, le maintien largement assuré dans une poule homogène, de bon niveau, le SOC devant terminer au mieux à la 4^{ème} place qualificative, au moins bien à la 6^{ème} ce qui demeure honorable.

Handball : Après deux succès à l'extérieur en championnat, le **Chambéry SH** s'est qualifié pour les ¼ de finale de la Coupe de France. Sans faire foin de ce regain, les succès laissent augurer une fin de saison pleine d'espoir car l'équipe peut aussi poursuivre sa route en Coupe d'Europe.

Basket : **Chez les Féminines, le BOS** trime face à Venelles et s'incline. On a besoin de retrouver un BOS fort pour les prochaines rencontres. Quant à **Aix-Maurienne**, il s'est incliné sur le fil dans le derby contre Bourg en Bresse disputé à Chambéry. Le Phare n'a pas permis aux Savoyards de briller comme ils le souhaitaient mais ils se maintiennent à la 4^{ème} place.

G. Simon

Une lettre de Michel Etiévent

Carbone Savoie : ni partir, ni mourir

C'est un jour de neige en Savoie. Nous sommes devant l'usine Carbone Savoie, filiale du groupe Rio Tinto, à Notre Dame de Briançon. Une entreprise de haute mémoire où le père d'Ambroise Croizat, en mars 1906, lança la première grève du siècle pour la protection sociale. C'est là qu'Ambroise, né dans la cité ouvrière voisine, prendra plus tard son relais en instituant l'une des plus belles conquêtes de la dignité, **la sécurité sociale**.

Devant les grilles, des ouvriers attendent dans le froid. A l'issue d'une réunion du Comité central d'entreprise, un délégué téléphone les résultats : 20 licenciements, et 60 à l'usine sœur de Lannemezan avec fermeture définitive du site. La nouvelle tombe le jour même où François Hollande, aux USA, donne l'accolade aux patrons en proclamant : « *C'est vous, Messieurs, qui avez du talent* ».

L'entreprise produit du carbone à haute valeur ajoutée. Une fierté de la technique industrielle française. On y affine le carbone et le graphite de la sidérurgie, les cathodes de l'aluminium. Au cœur du même pôle, l'entreprise voisine, Graphtec,

élabore les revêtements intérieurs de la fusée Ariane, les pièces du nucléaire, et autrefois les moules des carrosseries de la firme Ferrari. 1 200 ouvriers en 1971, 600 en 2006, à peine 340 aujourd'hui (...)

Au fil de l'hémorragie, Carbone Savoie a perdu la vitalité de ses savoir-faire, et la région toute une chaîne de vie (...) Motif de la casse : l'avidité des actionnaires. Argument patronal : « *le coût du travail* ». « *Je n'ai jamais compris ce terme, souligne David Pivier, délégué CGT, le travail ne coûte pas, il rapporte, et pas à nous quand on lit nos fiches de paie !* ». Les statistiques corroborent la remarque du syndicaliste : en 1981, l'ouvrier de Carbone Savoie travaillait 12 jours pour les actionnaires... 45 jours en 2013 ! « *Oui, c'est le capital qui coûte cher, pas notre main d'œuvre* reprend David, *aujourd'hui, tout ce qui, dans l'entreprise, ne va pas au capital est considéré comme une charge. Ce sont les patrons, la charge, ce sont eux les assistés, pas nous* » ! En appui de l'argument, on pourrait citer d'autres chiffres : 312 milliards d'euros de revenus financiers non soumis aux cotisations sociales, 50 milliards d'exonérations de cotisations patronales, 220 milliards de subventions accordées aux patrons sans contreparties (...) L'argent est là ! « *Un peu de courage politique suffirait pour relancer l'industrie* », renchérit un autre syndicaliste. « *Nous ne lâcherons pas, ce sont nos familles et nos enfants que nous défendons ici ! Ni partir, ni mourir, c'est notre slogan* ».